



Association Tunisienne
de Défense des Libertés
Individuelles

المعرض الاسبوعي للصحافة

LA REVUE DE PRESSE HEBDOMADAIRE
THE WEEKLY PRESS REVIEW

Media Libre 2018



Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 13-04-2018 Rihab Boukhayatia huffpostmaghreb.com</p>	<p>Pas convaincus de l'ampleur du harcèlement sexuel en Tunisie?</p> <p>Un regard qui dénude, des paroles agressives et vulgaires, une main baladeuse...c'est le lot quotidien de beaucoup de filles et de femmes en Tunisie. Afin de mesurer l'ampleur de ce fléau, le reportage de l'émission "Ma Lam Yokal" de la chaine Elhiwar Ettounssi a filmé par une caméra cachée une jeune femme marchant dans les rues de Tunis. En plein centre ville de Tunis, dans un quartier moins fréquenté ou juste en attendant un taxi, la fille en question a été abordée par une dizaine d'hommes plus ou moins jeunes. Les formes d'intimidation sont diverses: les uns utilisent des paroles à connotation sexuelle, d'autres osent glisser leur main sur une partie de son corps, et il y a ceux qui insistent pour avoir son numéro ou la faire monter dans leurs voitures.</p> <p>Une enquête du Centre de recherches, d'études, de documentation et d'information sur la femme (CREDIF) montre que 53.5% des femmes interrogées affirment avoir subi une forme de violence dans l'espace public. 78% d'entre elles disent avoir subi une forme de violence morale, 41% une violence physique et 75.4% une violence sexuelle. (diaporama ci-dessous)</p> <p>1 Les formes de violence public</p> <ul style="list-style-type: none"> - 53.5% des femmes interrogées affirment avoir subi une forme de violence dans l'espace public. -78% d'entre elles disent avoir subi une forme de violence morale, 41% une violence physique et 75.4% une violence sexuelle <p>2 Sortir? Seulement en cas de besoin</p> <ul style="list-style-type: none"> -63.5% des femmes interrogées sortent de chez elles pour faire des courses. -39% seulement sortent pour se divertir contre 72.3% pour les hommes. -41.3% des femmes disent sortir pour accomplir une obligation familiale ou pour se soigner contre 27.6% pour les hommes. -63.3% disent sortir pour visiter leur famille contre 16.3% pour les hommes. -2.3% seulement des femmes sortent pour poursuivre une activité associative, syndicale ou politique <p>3 Demander l'autorisation</p> <ul style="list-style-type: none"> -64% des femmes déclarent qu'elles demandent l'autorisation d'un membre de leur famille avant de sortir, dont 63% d'entre elles qui sollicitent la permission de leur mari, ils sont 17.3% d'hommes à faire de même avec leur épouse. - 80% des femmes ne sortent qu'après avoir accompli les tâches ménagères. <p>4 Ne pas rire... ne pas parler</p>

-87% des femmes interrogées disent essayer de ne pas attirer l'attention dans l'espace public. - Elles sont 82.5% à déclarer éviter de parler ou de rire dans l'espace public et 78% affirment se couvrir les cheveux en sortant.

5 Violence dans l'espace public

-30% des femmes interrogées dans le grand Tunis sont victimes de violence dans l'espace public. Ce chiffre atteint 51% dans l'Est du pays (nord, le centre et le sud). -Elles sont 19% dans l'ouest du pays avec 72.2% dans le sud ouest.

6 Le recours à la justice

-62% des femmes interrogées ne réagissent pas après avoir subie une violence morale, 95% ne portent pas plainte. -40 % ne réagissent pas à une agression physique, 23% d'entre elles disent que leur seule réaction est de pleurer et s'enfuir et 82% ne poursuivent pas en justice leur agresseurs. -66% des victimes de violence sexuelle ne réagissent pas, 97% ne portent pas plaintes.



13-04-2018

[realites](#)

Corruption : Une journaliste interrogée suite à la diffusion de son enquête

La correspondante de Radio Tataouine a été interrogée ce vendredi 13 avril 2018 au district de la sûreté nationale à Tataouine nord pour avoir diffusé au mois de janvier dernier, une enquête portant sur le vol de médicaments anesthésiants dédiés aux patients souffrant de troubles mentaux ainsi que d'une somme d'argent du dispensaire de Tataouine Nord. D'après les premiers éléments, la diffusion de cet article a été à l'origine de plusieurs conflits entre un certain nombre d'employés de la santé publique dans la région. A noter également que quelques jours après la diffusion de l'article, les médicaments volés ont été retrouvés dans l'une des mosquées de la région.



13-04-2018

[mosaiquefm](#)

Un enfant violenté par sa grand-mère: le Min de la femme réagit

Suite à la vidéo relayée sur les réseaux sociaux concernant la violente agression d'une grand mère sur son petit fils âgé de 7 ans, le ministère de la femme a indiqué que le bureau du délégué de la protection de l'enfance de Sfax a été alerté par cette affaire le 11 avril à 00:11 par les services sécuritaires spécialisés en les affaires de violence contre la femme et l'enfant de la région elle même alertée le 10 avril à 23h par la mère de la victime puisque a la garde légale des enfants. Le parquet a arrêté la grand mère en question et a été transféré devant le juge d'instruction, elle est à la disposition de l'enquête pour ce qui lui a été reproché dans cette affaire. Le délégué de la protection de l'enfance a informé le juge de la famille dans une correspondance accompagnée par la vidéo de l'agression, la victime a été transféré au service psychiatrique du CHU Hédi Chaker pour un suivi psychologique. Le centre de la protection et

de la réinsertion sociale de Sfax assurera le suivi social et éducatif de l'enfant. l'enfant est actuellement pris en charge par les services de la délégation de protection de l'enfance dans la région.



13-04-2018

shemsfm

Violations commises contre la presse : Néji Bghouri critique le silence de l'IVD

” Jusqu’aujourd’hui, le processus de la justice transitionnelle n’a pas englobé le secteur de la presse “, a regretté samedi le président du Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT), Néji Bghouri.

Le Syndicat avait présenté à l’Instance ” Vérité et Dignité ” un dossier sur les violations commises contre la presse sous l’ancien régime sans pour autant avoir une suite favorable à ce sujet, a-t-il reproché dans son témoignage lors d’un séminaire sur la mémoire journalistique et la réforme du secteur de l’information organisé par la Fondation Temimi pour la recherche scientifique et l’information. Lors de son Congrès de 2011, le SNJT avait recommandé l’élaboration d’une liste noire des journalistes véreux et impliqués dans la rédaction de rapports compromettant leurs collègues, mais la Fédération internationale des journalistes (FIJ) avait jugé préférable de régler cette question dans le cadre du processus de la justice transitionnelle, a-t-il indiqué. ” Le SNJT attend jusque-là sa convocation par l’IVD pour livrer son témoignage à ce sujet “, a-t-il souligné.

Selon Bghouri, le Syndicat national des journalistes tunisiens n’avait pas réussi non plus à obtenir de la présidence de la République (sous l’ancien président Moncef Marzouki) une liste officielle de ces journalistes et un bilan de l’argent dépensé sous l’ancien régime pour acheter la conscience des journalistes. A ce propos, Néji Bghouri a mis en garde contre le retour de la machine de la répression et l’adoption par la présidence de la République et le gouvernement des mêmes pratiques utilisées sous l’ancien régime. Le système de copinage, les invitations tentantes et les propositions de loi liberticides, à l’instar du projet de loi proposé par le Mouvement Nidaa Tounes et relatif à la criminalisation de la ” cyberdiffamation ” sont autant de manœuvres qui laissent croire le retour des mêmes anciennes politiques.

مقالات باللغة العربية

الاطفال وحوادث المرور: 95 قتيلا و900 جريح... ودليل سير قريبا في المدارس



13-04-2018

خديجة يحيياوي

alchourouk

تم تسجيل سنة 2016 وفاة 95 طفلا وتعرض 900 إلى جروح وذلك في حوادث المرور، هذه المؤشرات الخطيرة جعلت جمعية سفراء السلامة المرورية تبادر باعداد دليل بيداغوجي للتربية المرورية، موجه للأطفال سيتم تعميمه على المدارس السنة القادمة. وبحضور النائبة بالبرلمان خنساء بن حرّاث، نظمت أمس جمعية سفراء السلامة المرورية ، ملتقى تحسيبي بالمدرسة الابتدائية المنزه 9، موجه للأطفال الذين تتراوح أعمارهم بين 6 و10 سنوات، وتم خلال الملتقى التركيز على التربية المرورية، من اجل حماية الأطفال من مخاطر الجولان والطريق، من خلال حسن التصرف واليقظة في الفضاء المروري.

وقد قدم تلاميذ سنة اولى وثانية بالمدرسة الابتدائية المنزه التاسع انشودة ومسرحية، تم اعدادها حول السير السليم بالطرقات وإشارات المرور التي تمكنهم من عبور الطريق وتمنعهم من ذلك، وقد لقت العروض الصغيرة التي تم تقديمها استحسان وتفاعل ايجابي من الحاضرين.

دليل بيداغوجي

وفي هذا الاطار أفادت عفاف بن غنية رئيسة جمعية سفراء السلامة المرورية ان هذا الملتقى تم تنظيمه حول السير السليم في الطريق، وتم بالمناسبة اعداد دليل يعنى بالتربية المرورية موجه للاطفال الذين تتراوح أعمارهم بين 6 و10 سنوات والهدف من ذلك توعية هذه الفئة وترسيخ ثقافة التربية المرورية منذ الصغر مؤكدة انه توجد نواد خاصة بالتربية المرورية بالمدارس لكنها تفتقر الى الدعائم البيداغوجية التي تسهل مهمة المعلم لتنشيط درس في التربية المرورية اضافة الى ان الاطفال لا يتوفر لديهم وعاء بيداغوجي يمكنهم من المعلومات الخاصة او المراجعة.

وقالت بن غنية انه بمبادرة من الجمعية تم انجاز هذا الدليل عنوانه «السير في الطريق» يمكن الطفل من التعرف على الفضاء المروري بالمدن وبالارياض ويتضمن نصائح ومعلومات، مضيئة ان هذا الدليل تم تقديمه الى وزارة التربية وتم عقد جلسة عمل مع وزير التربية وتم الاتفاق على تعميم تجربة الدليل على جميع المدارس الابتدائية بتونس الجمهورية خلال العودة المدرسية القادمة.

الطريق يحصد ارواح الاطفال

وتابعت بن غنية انه سيتم القيام باستبيانات حول هذا الدليل ستكون موجهة للاطفال والمعلمين والاولياء لتقديم مقترحاتهم وملاحظاتهم التي سيتم من خلالها تعديل الدليل بصفة نهائية والاستعانة بخبراء بيداغوجيين من وزارة التربية ثم انجاز دليل متكامل بيداغوجيا وتعميمه على جميع المدارس.

واكدت رئيسة الجمعية ان الاطفال بصدد التعرض الى حوادث المرور وتم تسجيل وفاة 95 طفلا تقل أعمارهم عن 14 سنة وتعرض 937 اخرون الى جروح، وذلك خلال سنة 2016، مؤكدة ان هذه الارقام بصدد التصاعد نتيجة وجود نقص في الثقافة المرورية لدى الاطفال ومستعملي الطريق امام الفضائات التربوية مضيئة ان الهدف هو بناء فضاء مروري امن امام المؤسسات التربوية.

اطفال... سفراء

من جانبه، ثمن كمال حجام المدير العام للمرحلة الابتدائية بوزارة التربية هذه المبادرة، مؤكدا ان الوزارة منفتحة على المجتمع المدني وهو خيار منها وضرورة من ضروريات اكساب الاطفال المهارات الحياتية والكفايات التي لها علاقة بالحياة اليومية. وتابع كمال حجام ان ترسيخ التربية المرورية لدى الاطفال سيجعلهم «سفراء» لعائلاتهم والضغط عليهم من اجل احترام اشارات المرور والقيادة السليمة.

كما اعرب ممثل وزارة الداخلية سامي رشيق عن اهمية تربية الناشئة على قواعد احترام القانون واشارات المروري مؤكدا ان وزارة الداخلية ابوابها مفتوحة للمجتمع المدني الذي يهدف الى الحد من مخاطر الطريق وتوعية الاطفال ومستعملي الطريق.

ومن المنتظر ان يتم تنظيم يوم دراسي حول صياغة هذا الدليل بعد جمع المقترحات والملاحظات لبناء جيل واع بمخاطر الطريق، يكون سفيرا للعائلة.

تستعد اللجنة الوطنية لمكافحة الإرهاب التابعة لرئاسة الحكومة إصدار قرارات جديدة تخص تجميد أموال الأشخاص المتهمين في قضايا ذات صبغة إرهابية، حسب ما أكده عضو اللجنة لسعد البشوال لحقائق أون لاين. وقال البشوال إن اللجنة ستتخذ قريباً قرارات تجميد أموال الأشخاص المتهمين في قضايا ذات صبغة إرهابية طبقاً لمقتضيات الأمر الحكومي عدد 1 لسنة 2018 المؤرخ في 4 جانفي 2018.

وأفاد البشوال بأن هذه القرارات قابلة للطعن لدى المحكمة الإدارية.

وأبرز البشوال أنه سيتم تحديد الشخصيات التي ستشملها قرارات تجميد أموالها طبقاً لما ستتص عليه قائمة وطنية تُدرج بها أسماء الأشخاص والتنظيمات والكيانات التي توفرت في حقهم أسباب وجيهة ومعقولة تفيد ارتكابهم جريمة إرهابية أو محاولة ارتكابها أو المشاركة فيها أو تسهيل ارتكابها.

إجراءات تجميد أموال الأشخاص المتهمين في قضايا إرهابية

وفي بداية 2018 صدر الأمر الحكومي عدد 1 لسنة 2018 المؤرخ في 4 جانفي 2018 ويتعلق بضبط إجراءات تنفيذ القرارات الصادرة عن الهياكل الأمامية المختصة المرتبطة بمنع تمويل الإرهاب. وصدر هذا الأمر الحكومي بعد أن تم إدراج تونس ضمن القائمة السوداء المتعلقة بمخاطر غسل الأموال وتبييض الإرهاب بتوصيات من مجموعة العمل المالي. ويهدف هذا الأمر الحكومي إلى ضبط إجراءات تطبيق الفصول المتعلقة بتجميد أموال الأشخاص أو التنظيمات أو الكيانات التي تُبين للجنة الوطنية لمكافحة الإرهاب أو للهياكل الأمامية المختصة ارتباطها بالجرائم الإرهابية. ويتضمن هذا الأمر إجراءات الإدراج حيث تعدّ اللجنة قائمة وطنية تُدرج بها أسماء الأشخاص والتنظيمات والكيانات التي توفرت في حقهم أسباب وجيهة ومعقولة تفيد ارتكابهم جريمة إرهابية أو محاولة ارتكابها أو المشاركة فيها أو تسهيل ارتكابها وأية كيانات يملكها أو يتحكم فيها هؤلاء الأشخاص والتنظيمات والكيانات سواء بصورة مباشرة أو غير مباشرة والأشخاص والكيانات التي تعمل لحساب هؤلاء الأشخاص والتنظيمات أو بتوجيه منهم أو أي جماعة مرتبطة بأي منهم أو منشقة أو متفرعة عنهم. وحسب ذات الأمر الحكومي تختص اللجنة بمهمة تطبيق إجراءات الإدراج وما يرتبط بها من آثار تجاه الأشخاص والتنظيمات والكيانات المدرجة سواء بالقائمة الوطنية أو القائمة الأمامية. وتم تكليف اللجنة الوطنية لمكافحة الإرهاب بالتعميم الفوري وبدون تأخير للقائمة الصادرة عن الجهة الأمامية المختصة والقائمة الوطنية المعدة من طرفها على المعنيين بالتنفيذ من خلال نشرها بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وعلى الموقع الإلكتروني للجنة وذلك لتفعيل آثار الإدراج بما يشمل تجميد الأموال والموارد الاقتصادية للأشخاص والتنظيمات والكيانات المدرجة أسماؤهم بتلك القوائم. كما يمكن للجنة أن تأذن بتجميد أموال أصول وفروع وأزواج أي من الأشخاص المدرجين إذا توفرت لديها أسباب جدية تبررها على أن تتولى إعلامهم بذلك الإجراء والآثار المترتبة عنه وحقوقهم المنصوص عليها بالفصول 8 و9 و11 من هذا الأمر الحكومي. وتقوم اللجنة بمراجعة القائمة الوطنية والقائمة الأمامية بشكل دوري مرة كل 6 أشهر على الأقل، وذلك في ما يختص بإدراج أو حذف اسم أي شخص أو تنظيم أو كيان بمجرد صدور الموجز الإيضاحي لشرح أسباب إدراج أو حذف ذلك الشخص أو التنظيم أو الكيان من طرف اللجنة الأمامية المختصة أو على ضوء ما يتوفر لديها من معلومات ومعطيات بالنسبة للقائمة الوطنية، وتقوم اللجنة بإجراءات الإضافة أو الحذف بالقائمة الوطنية متبعة نفس إجراءات الإدراج المنصوص عليها بالفصول 4 و5 و9 و10 من هذا الأمر الحكومي. وتتمثل إجراءات التجميد في قيام المعنيين بالتنفيذ بالثبوت في القائمة الأمامية أو الوطنية لمعرفة ما إذا كانت لديهم أموال أو موارد اقتصادية راجعة لأشخاص أو كيانات أو تنظيمات محددة في إحدى القائمتين واتخاذ الإجراءات اللازمة لتجميدها دون تأخير وإعلام اللجنة بالإجراءات المتخذة بهذا الخصوص خلال 3 أيام عمل من اتخاذ هذه الإجراءات ويشمل ذلك مدها بجميع المعطيات المتوفرة لديها واللازمة لتنفيذ قرارها وبالعمليات التي تتم محاولة القيام بها.

 <p>13-04-2018 shemsfm</p>	<p>الانقطاع المدرسي: نحو إطلاق مدرسة الفرصة الثانية</p> <p>تحدث وزير التربية حاتم بن سالم اليوم الجمعة 13 أبريل 2018، خلال المجلس الجهوي للتربية المنتظم بمقر ولاية المنستير، عن ظاهرة الانقطاع المدرسي. وقال حاتم بن سالم إن الوزارة ستطلق بالتنسيق مع رئاسة الحكومة وبالتعاون مع منظمة الأمم المتحدة للطفولة اليونيسيف ومنظمات أخرى في تجربة جديدة وهي مدرسة الفرصة الثانية، وذلك على مستوى ثلاث مدارس في مرحلة أولى من المندوبيات الجهوية للتربية التي بها أعلى نسبة انقطاع مدرسي ثم سيقع تعميمها في كامل ولايات الجمهورية. وبين أن مدرسة الفرصة الثانية تُمكن التلميذ من أن يتوجه بعد ذلك للدراسة في التعليم العمومي أو التكوّن في مؤسسات أو شركات في محيط المدرسة أو مراكز التكوين المهني أو إلى الإعداديات التقنية. وتابع الوزير أن الوزارة تحتكم على تمويل هام يفوق 200 مليون دينار من البنك الإفريقي للتنمية لإعادة إرساء التعليم التقني في تونس</p>
 <p>13-04-2018 mosaiquefm</p>	<p>بن سدرين تدعو إلى حماية شهود وضحايا ملفات التعذيب</p> <p>عبرت رئيسة هيئة الحقيقة والكرامة سهام بن سدرين خلال مؤتمر صحفي اليوم الجمعة 13 أبريل 2018 عن ما وصفتهها بمخاوف الهيئة من تعرض الشهود والضحايا في جلسات الاستماع بخصوص ملفات التعذيب والانتهاكات، للتنكيل والمضايقات، داعية الدولة ووزارة العدل إلى حمايتهم وفق تعبيرها.</p>

Le 12-04-2018

<http://adlittn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 12-04-2018 Rihab Boukhayatia huffpostmaghre b</p>	<p>Quand le livre "Sahih Al-Boukhari: Fin d'une Légende" déclenche une pagaille à la Foire du livre de Tunis</p> <p>"Sahih Al-Boukhari: Fin d'une Légende" a été présenté par son auteur à la Foire internationale du livre de Tunis. Invité à la Foire internationale du livre de Tunis, le chercheur marocain Rachid Aylal était convié à présenter son livre "Sahih Al-Boukhari : Fin d'une Légende". L'auteur a mené une recherche documentée sur l'authenticité du "Sahih Al-Boukhari" (l'authentique de l'imam Al-Boukhari) considéré comme une référence, devenue inébranlable chez les musulmans sunnites.</p> <p>"Sahih Al Boukhar" est un recueil de hadiths qui ont été attribués au prophète après sa mort par l'imam Mouhammad al-Boukhârî, érudit sunnite perse. Aylal décortique le contexte historique et religieux du "Sahih Al-Boukhari" en dévoilant les contre-vérités qui attestent des inexactitudes de ce document. L'auteur dénonce la sacralisation de "Sahih Al-Boukhari" et cite des hadiths qui contredisent le Coran, la science ou d'autres rabaisant la femme. Il évoque même d'autres citations "blasphématoires contre Dieu, et portant atteinte au prophète et à l'être humain". Rachid Aylal met en cause ce qui est attribué à Al-Boukhari: "Il n'y a aucune trace écrite de Al-Boukhari, ni celle de ses disciples. Entre la mort de Al-Boukhari et l'apparition des premiers écrits, il y a six générations, soit 239 ans", a-t-il lancé. Des propos</p>

qui n'ont pas plus au prédicateur Adel Almi, qui l'a interrompu pour prendre la parole. Ceci a déclenché un cafouillage. Les organisateurs lui ont imploré de respecter le temps de paroles de l'invité et d'émettre ses remarques après son intervention. Almi n'entendait rien en contestant le fait de lui refuser d'interrompre la séance. D'autres participants ont exprimé leur ras-le-bol face au comportement de Almi. Le président de la Foire du livre, Chokri Mabkhout est aussi intervenu pour lui demander de laisser la porte à Aylal. Face à son refus, il lui demandé de quitter les lieux, en vain. Et c'est Mabkhout qui a dû quitter la conférence, en colère.

Finalement, la séance a repris après une longue interruption.

“Sahih Al Boukhari, fin d'une légende” suscite une polémique également au Maroc, pays d'origine de l'auteur. Les autorités marocaines sont intervenues pour censurer la médiatisation du livre en interdisant une séance de signature et une interview avec son auteur.



Feriana : deux mendiants kidnappent une jeune femme et exigent une rançon !

12-04-2018

F.K

[realites](#)

Deux mendiants ont kidnappé une jeune femme de 16 ans dans la délégation de Feriana dans la soirée du mercredi 11 avril 2018. D'après une source « bien informée » citée par Assarih Online, les kidnappeurs sont deux frères mendiants âgés de 32 et 39 ans. Ils ont tenté de violer la jeune femme. Arrêtés par les unités de la brigade d'investigation et de recherches relevant de la Garde Nationale, les deux mendiants ont avoué les faits. Ils ont également admis avoir demandé une rançon de 3 000 TND à la famille de la jeune fille kidnappée.



87% des tunisiens ne dénoncent pas la corruption

11-04-2018

[mosaiquefm](#)

Une étude réalisée par Sigma Conseil sur les indices de corruption en ce mois d'avril, montre que 86% des tunisiens considéré que la corruption a prospéré après la révolution. 21% des personnes sondées ont indiqué qu'ils ont connu des tentatives de corruption. La même étude montre que 13% dénoncent la corruption contre 87% qui pensent que cela ne sert à rien. Plus de détails dans cette correspondance de Habib Wadhen.

مقالات باللغة العربية



12-04-2018

سليم العجرودي

[alchourouk](#)

الكرم الغربي: 10 سنوات سجنا لعون أمن يبيع محاضر البحث لمنحرفين ومفتش عنهم

أدانت الدائرة الجنائية بالمحكمة الابتدائية بتونس عون أمن يعمل بمركز الكرم الغربي. وقضت بسجنه 10 أعوام بعد تورطه في بيعهم محاضر بحث وتسليم نسخ منها الى منحرفين ومفتش عنهم. ويستفاد من وقائع ملف القضية أن منطلق البحث كان على اثر شكاية تقدمت بها زوجة أمني يعمل بمركز الأمن الوطني بالكرم الغربي، ضد زوجها مفيدة بأنه يقوم بجلب محاضر بحث تابعة للمركز ويتعمد إخفاءها داخل المنزل وبيع نسخ منها الى منحرفين ومفتش عنهم. وبمقتضى إنابة قضائية قام رئيس المركز بمداهمة منزل العون وتفتيشه تفتيشا دقيقا. وأمكن حجز عدد من محاضر البحث التابعة للمركز وأحيل الملف على أنظار الادارة الفرعية للقضايا الاجرامية بالقرجاني لمواصلة البحث. حيث تبين أن العون مرّ بضائقة مالية. فعمد الى اختلاس المحاضر المتعلقة بمفتش عنهم والاتصال بهم وبيعهم تلك المحاضر لاتلافها، مقابل حصوله على مبالغ

متفاوتة. كما يتولى ادخال تغييرات على محتوى تلك المحاضر. ووصل عدد المنحرفين الذين تعامل معهم الى حوالي 30 منحرفا. وقد حاول المتهم انكار التهم المنسوبة اليه أمام هيئة الدائرة الجنائية بالمحكمة الابتدائية بتونس، إلا أنها واجهته بتصريحاته السابقة والمحجوزة وشهادة زوجته ضده. وبعد المفاوضات قضت هيئة المحكمة بسجنه مدة عشرة أعوام.

رفع 116 شكوى لهيئة النفاذ الى المعلومة



11-04-2018

hakaekonline

بلغ عدد الشكاوى التي وردت على هيئة النفاذ الى المعلومة منذ احداثها حد 116 شكوى تتعلق بالتصدي لحق النفاذ الى المعلومة وذلك من جهات اعلامية ومنظمات مجتمع مدني أخرى. وتقدمت منظمة أنا يقظ بأكثر عدد من الشكاوى لدى هيئة النفاذ الى المعلومة وتتعلق بحرمانها من حق النفاذ الى المعلومة خاصة مع المؤسسات العمومية. وهيئة النفاذ الى المعلومة هي هيئة عمومية مستقلة تتمتع بالشخصية المعنوية، تأسست في 24 مارس 2016 وأدى أعضاؤها اليمين في 20 سبتمبر 2017 ورئيسها الحالي هو القاضي عماد الحزقي. وتم إقرار حق النفاذ إلى المعلومة والوثائق الإدارية من قبل الحكومة التونسية بمقتضى قانون أساسي عدد 22 لسنة 2016 مؤرخ في 24 مارس 2016 وذلك بالاطلاع على الوثائق التي تم نشرها بمبادرة من الهياكل العمومية للدولة بمواقع الواب الخاصة بها أو بطلب الاطلاع على الوثائق ، مهما كان شكلها أو محلها أو تاريخها ، مباشرة أو بطرق أخرى والحصول عليها مجانا أو بمقابل بسيط (إذا كان توفير الوثائق المطلوبة يقتضي جملة من المصاريف) باستثناء المعلومة التي تؤدي الى الحاق الضرر بالأمن العام أو بالدفاع الوطني أو بالعلاقات الدولية في ما يتصل بهما أو بحقوق الغير. ويتم الحصول على الوثائق المطلوبة بعد تقديم مطلب اطلاع يتضمن معطيات أساسية يتولى المكلف بالإعلام والنفاذ دراسته ومتابعته وتتم الاستجابة لهذه المطالب تبعا لأجال محددة في الغرض وفي صورة عدم إتاحة الوثائق أو عدم الإجابة أو الرفض فإن لطالب المعلومة الحق في التظلم.



12-04-2018

shemsfm

العفو الدولية تدعو تونس إلى إلغاء عقوبة الإعدام

دعت الوم منظمة العفو الدولية تونس إلى تخفيف جميع أحكام الإعدام بهدف إلغاء عقوبة الإعدام. وقالت المنظمة على موقعها الالكتروني، إن تونس لم تُنفذ أي عمليات إعدام منذ 1991، لكن تم تسجيل 25 حكماً بالإعدام في قضايا تتعلق بالأمن القومي، وفي 2016 تم إصدار 44 حكماً بالإعدام. وأضاف نفس المصدر أنه في 2017، وقع إعلام 77 شخصاً في تونس بصدور أحكاماً بالإعدام ضدهم. وكشفت العفو الدولية عن وجود ما لا يقل عن 21919 شخصاً ممن علم أنهم تحت طائلة حكم الإعدام على مستوى العالم. كما وجهت المنظمة المنظمة العفو الدولية السلطات في كل من المغرب/ الصحراء الغربية والجزائر وتونس إلى تخفيف جميع أحكام الإعدام، بهدف إلغاء عقوبة الإعدام. ولاحظت أنه تم تنفيذ ما لا يقل عن 993 عملية إعدام في 23 دولة خلال عام 2017، وهو ما يشكل تراجعاً بواقع 4% مقارنة بعام 2016 الذي شهد تنفيذ 1032 عملية إعدام، وانخفاضا بواقع 39% مقارنة بعام 2015 الذي سجل تنفيذ أكبر عدد من عمليات الإعدام منذ العام 1989 بـ 1634 عملية إعدام.



12-04-2018

mosaiquefm

حاول التحرش به جنسيا فدافع عن نفسه.تونسى مهدد بالإعدام في ليبيا

قال صابر بركاتي، مواطن أصيل معتمدية سببية من ولاية القصرين، في تصريح لموزاييك اليوم الخميس 12 أبريل 2018 أن المحاكم الليبية قضت يوم 10 أبريل بإعدام شقيقه خير الدين بركاتي المعتقل في السجون الليبية منذ سنة 2014 بعد اتهامه بقتل رئيسه في العمل بطرابلس. و أوضح البركاتي أن شقيقه دافع عن نفسه بعد أن تحرش به رئيسه في العمل جنسيا واضطر لضربه بعد تعنت المواطن الليبي و مواصلته في محاولة اغتصابه محاولا صده عن صنيعه وفق تصريحه. و أضاف البركاتي أن القضاء الليبي وجه تهمة القتل العمد لشقيقه والحال أن الهالك توفي بعد الحادثة بيومين و أن المتهم لم يكن ينوي قتله بل كان في حالة دفاع شرعي عن نفسه وفق قوله. و قال البركاتي أن عائلته تتعرض لعمليات ابتزاز مقابل الدفاع عن شقيقه خصوصا الذي تقدم إلى جلسات ما قبل 10 افريل دون محامي وهو ما يعتبر اعتداء صارخا على حق

المتهم في محاكمة عادلة بحضور محاميه وفق تصريحه. و أفاد البركاتي أن محامي المتهم الجديد طالب بمبلغ 18 ألف دينار لمجرد تقديم مطلب في تعقيب حكم الإعدام الذي سينفذ يوم 18 أبريل 2018 إن لم يتقدم لسان الدفاع طلب تعقيب لينفذ الحكم في غضون 60 يوما وفق تعبيره. و قال إن العائلة قامت بإعلام وزارة الخارجية التي لم تتحرك ساكنا قبل تنفيذ حكم الإعدام في الشاب التونسي حسب قوله.

Le 11-04-2018

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE</p> <p>11-04-2018</p> <p>Wafa Samoud</p> <p>huffpostmaghreb.com</p>	<p>Peine de mort : Amnesty international appelle la Tunisie à franchir le cap de l'abolition</p> <p>Depuis le début des années 90, aucune peine de mort n'a été exécutée en Tunisie. Tout comme l'Algérie et le Maroc, la Tunisie continue de prévoir la peine de mort, à travers diverses dispositions juridiques sans vraiment faire le pas vers son abolition en droit, reproche l'ONG Amnesty international, dans son dernier rapport portant sur la peine de mort. Depuis le début des années 90, aucune décision de peine de mort n'a été exécutée en Tunisie. Pourtant, à la fin de l'année 2017, au moins 77 personnes se trouvaient dans les couloirs de la mort des prisons tunisiennes.</p> <p>Peine de mort au Maghreb: Quel constat?</p> <p>D'après Amnesty International, 25 condamnations à mort ont été prononcées par les tribunaux tunisiens à l'issue de procès en relation avec la sécurité nationale, contre 44 en 2016. Cette tendance baissière des condamnations se dresse également pour l'Algérie. En effet, l'organisation a répertorié 27 condamnations à mort en Algérie, moins que les 50 recensées en 2016. "Mais l'ampleur véritable de l'imposition de ce châtimeur en Algérie n'est pas connue, les données officielles n'étant pas divulguées par les autorités" précise Amnesty international. Quant au Maroc et au Sahara occidental, les tribunaux ont prononcé au moins 15 condamnations à mort en 2017, contre au moins six en 2016. Quelque 95 personnes étaient sous le coup d'une sentence capitale à la fin de l'année 2017, indique l'organisation.</p> <p>Qu'en est-il au niveau de la région MENA?</p> <p>D'après Amnesty International, le recours à la peine de mort dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord a connu un léger recul en 2017. Le nombre d'exécutions recensées a, en effet, diminué de 1 % en passant de 856 exécutions en 2016 à 847 en 2017. C'est le trio "Iran, Arabie saoudite et Irak" qui procède au plus grand nombre d'exécution dans la région. Il totalise à lui seul 92% des exécutions enregistrées dans la région MENA, révèle l'ONG. Mais c'est l'Egypte qui a prononcé le plus de condamnations dans la région durant l'année 2017. Sur les 619 condamnations de peine capitale, 402 sont en Egypte.</p>



Ces dernières ont augmenté d'environ 70% par rapport à 2016, rappelle l'organisation.

Des progrès notables partout

Les exécutions et les condamnations à mort enregistrées dans le monde ont diminué, après avoir atteint un pic record les années précédentes, dévoile Amnesty International. Elle a recensé au moins 993 exécutions dans 23 pays en 2017, soit 4% de moins qu'en 2016. Ces statistiques excluent, toutefois, la Chine, État qui exécute le plus mais garde ses chiffres secrets. Hormis la Chine, quatre pays seulement sont responsables de près de 84% des exécutions recensées, à savoir l'Iran, l'Arabie saoudite, l'Irak et le Pakistan, souligne l'ONG. Dans son décompte, l'organisation a noté que le nombre d'exécutions a considérablement baissé au Bélarus (baisse de 50%) et en Égypte (moins 20%), en Iran (moins 11%), au Pakistan (moins 31%) et en Arabie saoudite (moins 5%). En revanche, il a doublé ou presque doublé dans l'État de Palestine, à Singapour et en Somalie. L'année 2017 a été marquée par l'amélioration notable au niveau de l'Afrique subsaharienne. La Guinée est devenue le 20e État abolitionniste. Le Guatemala est devenu à son tour, abolitionniste pour les crimes de droit commun uniquement. De son côté, la Gambie a signé un traité international engageant le pays à ne pas procéder à des exécutions et à s'orienter vers l'abolition de la peine de mort dans sa législation. À la fin de l'année 2017, 106 pays soit la majorité des États dans le monde avaient aboli la peine de mort dans leur législation pour tous les crimes et 142 (plus des deux tiers des États) étaient abolitionnistes en droit ou en pratique. Ainsi, Amnesty International demande à la Tunisie, à l'Algérie et au Maroc de commuer toutes les condamnations à mort, dans l'objectif d'abolir la peine capitale.

La Tunisie est-elle prête à franchir le cap de l'abolition?

Bien que le pays observe un moratoire sur les exécutions depuis 1991, la peine capitale reste encore un sujet tabou en Tunisie. Le débat sur la peine capitale n'a jamais été réellement posé en Tunisie, pourtant, l'opinion publique semble avoir un avis tranché. Selon un sondage de l'institut 3C Etudes, 70% des Tunisiens se déclarent favorables à la peine de mort. D'ailleurs, la nouvelle loi antiterroriste, adoptée en juillet 2015, a maintenu la peine de mort malgré des appels à l'abolir. Depuis l'indépendance, la Tunisie a connu 135 exécutions dont 129 sous le règne d'Habib Bourguiba. Arrivé au pouvoir suite à un coup d'État en 1987, Ben Ali voulait se démarquer de son prédécesseur. Dans une interview accordée au journal Le Monde le 10 septembre 1988, il déclare: "Je ne me vois décidément pas en train de signer un arrêt de mort". Il en a signé 6 finalement, le dernier en 1991. Le pays observe depuis, un moratoire de fait sur la peine capitale, sans jamais avoir franchi le cap de l'abolition.

 <p>11-04-2018 B.H realites</p>	<p>Tunisie: le stérilet en rupture de stock</p> <p>La sous directrice des services médicaux à l'Office National de la Famille et de la Population (ONFP), Dr Fatma Temimi a annoncé une rupture de stocks du dispositif contraceptif « le DIU », couramment appelé stérilet. La responsable qui s'exprimait sur les ondes de Shems Fm ce mardi 10 avril 2018, a expliqué que la perturbation date du troisième trimestre de l'année 2017 quand le fournisseur leur avait fourni des dispositifs ne répondant pas aux normes de qualité et de sécurité en vigueur, chose qui avait poussé l'ONFP à rejeter la marchandise et à lancer de nouveau un appel d'offres. Elle a dans ce contexte assuré qu'une importante quantité de cet appareil vient d'être livrée à la Tunisie, et se trouve actuellement à l'aéroport de Tunis Carthage. Des mesures sont en cours en vue d'accélérer les procédures pour s'assurer de la sécurité du stérilet. Un échantillon sera en effet transféré au laboratoire national. La responsable a fini par préciser que le problème de rupture de stocks ne concerne pas les autres médicaments et dispositifs contraceptifs tels que les pilules.</p>
 <p>10-04-2018 mosaïquefm</p>	<p>OHCHR accepte la plainte de Chokri Laajili contre le gouvernement</p> <p>Mosaïque FM a appris que Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme de Genève a décidé d'accepter la plainte déposée par le comité de défense de Saber Laajili, ancien directeur de l'unité de recherche et d'investigation des affaires terroristes contre le gouvernement tunisien et la justice militaire et le juge d'instruction principal du tribunal militaire de Tunis. maître Kamel Boujeh, avocat de Saber Laajili a déclaré qu'il était attendu que dans les jours à venir à adresser une pétition au gouvernement tunisien pour répondre des dépassements qui lui sont reprochées.</p>
 <p>10-04-2018 shemsfm</p>	<p>Données piratées: Zuckerberg présente ses excuses devant le Sénat américain</p> <p>Le patron de Facebook, Mark Zuckerberg, a fait face aux sénateurs américains ce mardi. Il se devait de s'expliquer alors que le réseau social qu'il chapeaute est impliqué dans plusieurs scandales d'ampleur internationale. Tout d'abord, Facebook a été très vivement critiqué après qu'on a appris que la compagnie Cambridge Analytica avait pu récupérer les données de 87 millions d'utilisateurs via le réseau social, éléments qui ont ensuite servi à un profilage ciblé visant à peser sur l'élection américaine remportée par Donald Trump à la fin de l'année 2016. Au sujet de cette campagne, Facebook est aussi accusé d'avoir laissé diffuser des contenus fallacieux façonnés en Russie dans le but de servir les intérêts de Donald Trump. Mark Zuckerberg est revenu sur ces deux volets. "L'erreur me revient, je suis désolé", a-t-il d'abord concédé. "Il est évident aujourd'hui que nous n'avons pas fait assez pour empêcher ces outils d'être utilisés de façon malintentionnée (...). Nous n'avons pas pris une mesure assez large de nos responsabilités et c'était une grosse erreur. L'erreur me revient et je suis désolé", a-t-il dit, en pleine tourmente sur le scandale de fuite de données vers Cambridge Analytica. "Cela</p>

prendra du temps pour mener à bien tous les changements nécessaires" pour limiter ces mauvais usages, a-t-il ajouté. Concernant la Russie, Mark Zuckerberg a évoqué une "course aux armements" avec ce pays en matière d'exploitation des réseaux sociaux en affirmant qu'il y a "des gens en Russie dont le travail est d'exploiter nos systèmes et autres systèmes internet aussi". Il a par ailleurs assuré que Facebook travaillait avec le procureur spécial Mueller sur l'ingérence russe dans la campagne présidentielle américaine.

مقالات باللغة العربية



11-04-2018

إيمان بن عزيزة

[alchourouk](http://alchourouk.com)

المحكمة الدستورية: ما هي؟.. وما صلاحياتها؟

تعتبر المحكمة الدستورية جزءا من المنظومة القضائية. ولها خصوصيتها الهيكلية والوظيفية التي تجعل منها جهازا مستقلا عن باقي مكونات السلطة القضائية. فما هي صلاحياتها؟ وأي دور لها؟ يعتبر التنصيب على إحداث محكمة دستورية صلب دستور 2017 خطوة هامة نحو تشييد دولة القانون وضمن الحقوق والحريات وانتصارا لمطلب رافق أجيالا عديدة من رجال القانون ومن المدافعين عن حقوق الإنسان.

استقلالية المحكمة الدستورية

أوضحت الأستاذة جنان الامام المختصة في القانون العام بكلية العلوم القانونية بتونس لـ«الشروق» أنه يتم تعيين أعضاء المحكمة الدستورية لفترة واحدة مدتها 9 سنوات غير قابلة للتجديد. وهو ما يعادل المدة المتوسطة المعمول بها في محاكم دستورية أخرى مشيرة الى أن 9 سنوات تمثل فترة زمنية طويلة بما فيه الكفاية حتى تتمكن المحكمة من القيام بعمل طويل المدى يبرز بوضوح الاتجاهات الكبرى لفقهاء قضائها.

أما مبدأ عدم التجديد فهو يهدف الى تعزيز استقلالية القضاة تجاه الجهات التي قامت باختيارهم لتفادي أية محاولة إغراء أو ضغط في علاقة بالتجديد.

وأضافت أنه يتم تجديد ثلث أعضاء المحكمة الدستورية كل 3 سنوات باستعمال القرعة. وهي الآلية التي ستمكن من إفراز الثلث المعني بالتجديد مع استثناء الرئيس في القرعة الأولى أو الثانية.

واجبات قضاة المحكمة الدستورية

أوضحت الأستاذة جنان الامام أنه لضمان استقلالية قضاة المحكمة الدستورية ونزاهتهم وتوفير مقومات المصداقية وثقة المواطنين وتقديرهم لهيئة المحكمة فقد حجر الفصل 26 من القانون عدد 50 بشكل مطلق الجمع بين عضوية المحكمة الدستورية ومباشرة أي وظائف أو مهام أو مهن أخرى بأجر أو بدونه.

كما عزز هذا الطابع الحصري لمهام القاضي الدستوري استقلالية المحكمة الدستورية باعتبار أنه يمكن من تفادي الإغراءات وتضارب المصالح بالنسبة الى أعضاء المحكمة. كما يضمن تحجير الجمع التفرغ التام وتركيز أعضاء المحكمة جهودهم على وظائفهم القضائية وعدم الانسياق وراء طموحاتهم المهنية أو الاقتصادية الذاتية. وأضافت الأستاذة الامام أنه يتعين على أعضاء المحكمة الدستورية التقيد بمقتضيات واجب التحفظ وذلك بالامتناع عن إتيان كل ما من شأنه أن ينال من استقلاليتهم وحيادهم ونزاهتهم. ويحجر عليهم مدة عضويتهم اتخاذ أي موقف علني أو الإدلاء بأي رأي أو تقديم استشارات في المسائل التي تدخل في مجال اختصاصات المحكمة الدستورية. ويستثنى من هذا التحجير التعليق على القرارات الصادرة عن المحكمة الدستورية المنشورة في المجالات القانونية المختصة دون سواها.

ويتعين على أعضاء المحكمة الدستورية التصريح بمكاسبهم لدى محكمة المحاسبات في أجل أقصاه شهر من تاريخ مباشرتهم لوظائفهم.

الحقوق والحريات؟

قالت الأستاذة جنان الامام إن المحكمة الدستورية هي ضمانة مؤسساتية للحقوق والحريات. إذ تتولى تأويل نص الدستور والتثبت من أن القواعد الأدنى تتطابق معه. وأشارت الى أنه في تونس تمارس المحكمة نوعين من الرقابة على دستورية القوانين. فهي تبسط رقابتها على مشاريع القوانين. وهو ما يحمي بشكل مسبق المنظومة القانونية من تسرب قواعد مخالفة للدستور. كما تبت في الدفع بعدم دستورية قانون نافذ. ويعتبر هذا الإجراء وسيلة ناجعة لتصدي المواطنين للقوانين اللا دستورية وأداة للدفاع عن حقوقهم.

كما تلعب المحكمة دورا محوريا في حماية الحقوق والحريات من خلال الرقابة على التوازن بين السلط الدستورية.

صلاحيات إضافية

أوضحت الأستاذة جنان الامام أن للمحكمة الدستورية مهام أخرى ليست قضائية تتعلق بضمان سير السلطات العامة. إذ أن لها جملة من الاختصاصات المتعلقة بتنظيم ومتابعة العلاقة بين السلطات في الدولة وبضمان حسن سيرها بهدف حماية النظام الجمهوري الديمقراطي. وذلك من خلال التأطير القانوني للحالات الاستثنائية. إذ تتولى المحكمة الدستورية البت في استمرار الحالة الاستثنائية من عدمه بعد مرور 30 يوما من اتخاذ رئيس الجمهورية التدابير التي تحتمها الحالة الاستثنائية. ويتخذ رئيس الجمهورية قرار إعلان حالة الاستثناء عند وجود خطر داهم مهدد لكيان الوطن أو استقلاله يتعذر معه السير العادي لدواليب الدولة.

كما يمكن للمحكمة الدستورية في حالة الشغور الوقتي لمنصب رئيس الجمهورية أن تجتمع فورا. وفي حال عدم انعقادها تقع دعوتها من طرف رئيس مجلس نواب الشعب أو من نصف أعضائها لإقرار حالة الشغور الوقتي. ويتولى رئيس المحكمة أو من يوبه إعلام رئيس مجلس نواب الشعب ورئيس الحكومة بقرار المحكمة في أجل أقصاه 48 ساعة.

وفي حالة الشغور الوقتي مدة 60 يوما أو في صورة الإعلان الرسمي عن وفاة رئيس الجمهورية أو استقالته المقدمة كتابة أو في حالة عجزه عن أداء مهامه تجتمع المحكمة الدستورية فورا. وتتخذ قرارات المحكمة القاضية بإعلان حالة الشغور النهائي بأغلبية ثلثي أعضائها.

وأضافت الأستاذة الامام أن قرار إعفاء رئيس الجمهورية يعتبر من أهم الاختصاصات التي تم منحها للمحكمة الدستورية وذلك من أجل الخرق الجسيم للدستور. ولا يمكن لها أن تحكم في صورة الإدانة الا بعزل رئيس الجمهورية.

ويمكن للمحكمة أيضا البت في النزاعات المتعلقة باختصاص كل من رئيس الجمهورية ورئيس الحكومة بناء على طلب أحدهما.

تركيبة المحكمة الدستورية وشروط عضويتها

- تتركب المحكمة الدستورية من 12 عضوا. ثلاثة أرباعهم من المختصين في القانون.

ويشترط في عضو المحكمة الدستورية أن يكون:

- حاملا للجنسية التونسية منذ ما لا يقل عن خمس سنوات.

- بالغا من العمر خمسا وأربعين سنة على الأقل.

- له خبرة لا تقل عن عشرين سنة.

- من ذوي الكفاءة والاستقلالية والحياد والنزاهة.

- ألا يكون قد تحمّل مسؤولية حزبية مركزية أو جهوية أو محلية، أو كان مرشح حزب أو ائتلاف لانتخابات رئاسية أو تشريعية أو محلية خلال عشر سنوات قبل تعيينه في المحكمة الدستورية.

- متمتعاً بالحقوق المدنية والسياسية.

- ممن لم يتعرّضوا لعقوبة تأديبية.

- نقي السوابق العدلية في الجرائم القصدية.

ويشترط في العضو المختص في القانون أن يكون:

- من المدرسين الباحثين التابعين للجامعات منذ عشرين سنة على الأقل برتبة أستاذ تعليم عال.

- أو قاضياً مباشراً للقضاء منذ عشرين سنة على الأقل ومنتظماً إلى أعلى رتبة.

- أو محامياً مباشراً للمحاماة منذ عشرين سنة على الأقل مرصفاً بجدول المحامين لدى التعقيب.

- أو من ذوي التجربة في الميدان القانوني منذ عشرين سنة على الأقل بشرط أن يكون حاملاً لشهادة الدكتوراه في القانون أو ما يعادلها.

ويشترط في العضو من غير المختصين في القانون أن يكون حاملاً لشهادة الدكتوراه أو ما يعادلها.

نواآا
nawaat

10-04-2018

nawaat

العنف البوليسي ضد الجماهير الرياضية، "حالة عادية"

بعد 10 أيام من انتشار جنة المشجّع عمر العبيدي من وادي مليان، ماتزال ارتدادات هذه المأساة متواصلة. هذا الشاب الذي فقد حياته بعد أن تعمّد شرطي دفعه في الوادي، حسب شهادات عدة، كان سبباً في إطلاق حملة واسعة في وسائل التواصل الاجتماعيّ تحت شعار #تعلم_عوم للمطالبة بمحاسبة الجناة. هذه الحادثة أعادت طرح قضية العنف البوليسيّ ضدّ الجماهير الرياضية، والتي تحوّلت إلى ممارسة دورية "وحالة عادية" في مدارج الملاعب مخلفة في كلّ مرّة عدداً جديداً من الضحايا.



11-04-2018

shemsfm

فايسبوك تطلق برنامج مكافآت لرصد منتهكي بيانات المستخدمين

قالت شركة فايسبوك يوم الثلاثاء إنها ستطلق برنامج مكافآت لرصد "إساءة استخدام البيانات" بهدف مكافأة من يبلغون عن أي إساءة لاستخدام البيانات من قبل مطوري التطبيقات. وسيمنح البرنامج مكافآت للأفراد الذين يقدمون أدلة تثبت وجود تطبيق على منصة فايسبوك يجمع وينقل بيانات المستخدمين إلى طرف ثالث بغرض البيع أو السرقة أو استخدامها في برامج خداعية أو للتأثير السياسي.



11-04-2018

mosaiquefm

87 بالمائة من التونسيين لا يبلغون عن الفساد أظهرت نتائج دراسة لمؤسسة سيغما كونساي حول مؤشر مدركات الفساد صدرت بداية الشهر الجاري، أن 86 بالمائة من التونسيين يعتبرون أن الفساد قد ازداد بعد الثورة، وأن 21 بالمائة من المستجوبين قالوا إنهم تعرضوا شخصياً لحالة رشوة، في حين أكد 13 بالمائة من التونسيين أنهم يبلغون عن الفساد حين يعاينونه، في حين أكد 87 بالمائة أنهم لم يبلغوا على الفساد لاقتناع أغلبهم بأنه لا جدوى من ذلك. وتم تقديم الدراسة اليوم خلال حفل تدشين المقر الجديد لهيئة مكافحة الفساد، وإليك تفاصيل أكثر في التقرير التالي للزميل الحبيب وذان.

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST <small>MAGHREB - TUNISIE</small> 10-04-2018</p> <p>Taieb Khouni</p> <p>huffpostmaghreb.com</p>	<p>Un livre pour enfants incitant au Djihad exposé à la Foire du Livre, la direction de la Foire s'explique</p> <p>Dans ce livre, nous pouvons clairement lire des textes d'incitation au meurtre, ainsi que des illustrations de violence, des armes, et du sang. "Dieu, fais de moi un Martyr", tel est le nom d'un livre pour enfants de moins de 10 ans, exposé dans un stand syrien à la Foire Internationale du Livre de Tunis, tenue du 6 au 15 avril 2018. L'indignation d'un visiteur de la foire, qui a filmé le livre, sa couverture et ses pages, a largement été partagée sur les réseaux sociaux, avec près de 3000 partages. La vidéo montre une couverture avec le titre précité, l'illustration d'un petit enfant levant ses mains au ciel en priant, et en fond, le drapeau du front Al-Nosra, branche de l'organisation terroriste Al-Qaida. Dans ce livre, nous pouvons clairement lire des textes d'incitation au meurtre, ainsi que des illustrations de violence, des armes, et du sang. Le directeur de la 34ème édition de la Foire du Livre, Chokri Mabkhout, a pour sa part affirmé, dans une déclaration à Mosaïque FM, que toutes les mesures nécessaires seront prises à l'encontre de l'éditeur, et que le livre a été retiré de l'exposition, après de nombreux signalement de la part des visiteurs. Il a également déclaré que la direction de la Foire n'a pas eu vent de l'existence de ce livre, qui n'a figuré sur aucune liste envoyée par l'éditeur en question. Invité dans la Matinale de Shems FM, Chokri Mabkhout a ajouté qu'il a été décidé de fermer la totalité de l'aile réservée aux stands syriens. "Nous avons fermé l'aile avant la publication de cette vidéo. Un médecin pédiatre en visite à la Foire nous a alertés sur la présence de ce livre, et la décision de fermeture de l'aile a été aussitôt prise" a déclaré Mabkhout. Selon Mabkhout, il ne s'agit pas de la première fois qu'une décision de fermeture de toute une aile est prise. Ce n'est également pas la première fois qu'un livre est retiré de la foire explique-t-il. Ainsi, les contenus problématiques ou la violation des droits d'auteur sont les principaux motifs du retrait d'un livre, ou de la fermeture d'une aile a-t-il conclu.</p>
<p>RÉALITÉS <small>45000 MAGASIN INDÉPENDANT - FONDÉ EN 1979</small> <i>Online</i></p> <p>10-04-2018</p> <p>B.H</p> <p>realites.com</p>	<p>Ahed Tamimi harcelée en plein interrogatoire</p> <p>Ahed Tamimi, l'adolescente palestinienne, derrière les barreaux depuis plusieurs mois, pour avoir agressé des militaires israéliens en Cisjordanie occupée, aurait été harcelée par des interrogateurs israéliens. C'est en tout cas ce qu'a annoncé aux médias sa famille, lors d'une conférence de presse à Ramallah. Une vidéo montrant la jeune fille, assise entre deux agents israéliens a été diffusée à cet effet pour confirmer la version des faits relatée par la famille Tamimi. Cette dernière estime que sa fille a été agressée verbalement et psychologiquement. Le père de l'adolescente, Bassem Tamimi a précisé que sa fille a subi son interrogatoire après avoir été privée de sommeil pendant 34 heures. « Ma sœur elle est blonde tout comme toi.</p>

Quand elle reste sous le soleil, elle devient toute rouge comme un hamburger. Et toi? Comment deviens-tu quand tu restes longtemps sous le soleil? Deviens-tu comme elle? » peut-on entendre dans ladite vidéo. Notons que Ahed Tamimi, est condamnée à huit mois de prison par un tribunal militaire israélien.



09-04-2018

mosaïquefm

Fermeture d'un espace à la foire du livre

Le comité des exposants a fermé un espace à la Foire internationale du livre de Tunis après des plaintes de la part d'un nombre de visiteurs. Cet espace contient des livres pour enfants incitant à la haine. Le livre retiré contient des passages incitant les enfants au "Jihad". Chokri Mabkhout, directeur de la 34ème édition de la foire, a indiqué que le comité de la foire a appliqué le règlement intérieur en fermant l'espace. Le livre ne respectait pas les mesures en vigueur, a-t-il expliqué.



10-04-2018

shemsfm

Qualité de la vie des villes : Tunis classée 6ème à l'échelle africain

La ville de Tunis vient d'être classée 6ème à l'échelle africain et 114ème à l'échelle mondiale dans le classement Mercer 2018 sur la qualité de la vie des villes, élaborée par l'entreprise américaine Mercer. Seules cinq villes africaines font partie du top 100, il s'agit de Port-Louis (Îles Maurice) classée 83ème, les villes sud-africaines de Durban Classée 89ème, Cape Town classée 94ème et Johannesburg classée 95ème, ainsi que Victoria (Seychelles) classée 98ème. À l'échelle mondiale, Vienne arrive en tête du classement, suivie par Zurich, Auckland (Nouvelle-Zélande) et Munich.

مقالات باللغة العربية

101 شهيد من الأمن والجيش: النقايات الأمنية تدعو الى حفظ كرامة عائلات الشهداء

قدمت المؤسسات الأمنية والعسكرية 101 شهيد. قدموا أرواحهم فداء للوطن في مواجهات مع المجموعات الإرهابية. وذلك منذ سنة 2011 الى غاية أمس 9 أفريل الذكرى الـ 80 لعيد الشهداء.

وقد اعتبرت النقايات الأمنية أن المؤسسات الأمنية والعسكرية مازالتا تقدمان تضحيات وشهداء في سبيل إعلاء راية تونس، مؤكدة أن مقاومة الارهاب تعد من محاور العمل التي تنصدر اهتمامات رجال الأمن، داعية الدولة التونسية الى الوفاء بوعودها تجاه عائلات الشهداء من الأمن والجيش الذين قدموا أرواحهم فداء للوطن.

تبخر الوعود

وأكد رياض الرزقي المكلف بالإعلام بالنقاية الوطنية لقوات الأمن الداخلي في تصريح لـ«الشروق» أن أكبر هدية يمكن تقديمها لشهداء المؤسسات الأمنية والعسكرية هي حفظ كرامة عائلاتهم ووفاء الدولة التونسية لهذه العائلات التي لم تحفظ كرامتها مؤكدا أن الوعود تبخرت وأن الاعتراف بالجميل للشهداء يقتضي توفير العيش الكريم لعائلاتهم.

وأكد الرزقي أن ما يثير الاستياء هو أن المؤسسات الأمنية والعسكرية قدمت 101 من الشهداء الا أن الدولة التونسية لم تف بوعودها ولم تحترم شهداءها الذين قدموا أرواحهم من أجل الوطن ومن أجل القضاء على المجموعات الارهابية، وأن أغلب العائلات تعيش ظروفًا اجتماعية واقتصادية صعبة معتبرا ذلك وصمة عار للدولة التونسية.



10-04-2018

alchourouk

وأكد الرزقي أن أعوان المؤسسات العسكرية والأمنية سيواصلون تضحياتهم من أجل المحافظة على تونس والقضاء على كل من تخول له نفسه الاعتداء على بلادنا والتصدي لجميع المخططات الارهابية والاجرامية، مؤكداً أن المؤسسة الأمنية مازالت ستقدم شهداء في سبيل رفع راية الوطن.

الحرب على الإرهاب... متواصلة

من جانبه، أكد طارق الرياحي كاتب عام نقابة إقليم الأمن الوطني في تصريح له «الشروق» أن وزارة الداخلية ستقوم بتكريم عدد من عائلات الشهداء ببعض المناطق الداخلية، مضيفاً أن النقابات الأمنية بدورها ستقوم بتكريم عدد من شهداء المؤسسة الأمنية. وإنها تولت إطلاق عدد من النصب التذكارية خاصة لبعض الشهداء الذين قتلوا في مواجهات مع المجموعات الارهابية.

وأضاف الرياحي أنه تم إتلاف عدد من النصب التذكارية في عدد من المناطق الداخلية وبجهة طبرية من ولاية منوبة خلال الفترة السابقة، مؤكداً أن وزارة الداخلية ورئاسة الجمهورية والنقابات الأمنية بصدد الاحتفال بعيد الشهداء وتكريم عائلات شهداء المؤسسة الأمنية. لكن الأحزاب تغافلت عن تكريم عائلات من قدموا أرواحهم في سبيل حماية تونس من المخططات الإرهابية. وأكد الرياحي أن رجال تونس من المؤسسات الأمنية والعسكرية سيواصلون حريهم ضد الارهاب والجريمة المنظمة وأنهم مازالوا سيقدمون شهداء في سبيل حماية البلاد والشعب التونسي مؤكداً أن هذا واجبهم.



10-04-2018

shemsfm

بسبب 'الحرب'.. الجزائر تلوح بمقاضاة الفنان الفرنسي 'ديودوني'

توعدت وزارة الثقافة الجزائرية بمقاضاة الكوميدي الفرنسي الشهير "ديودوني مبالا مبالا"، لإعلانه عن عرضه المُنعون بـ "الحرب" في دار الأوبرا دون إذن من السلطات وشروعه في بيع التذاكر للجمهور عبر شبكة الإنترنت بالعملية الصعبة (الأورو). واعتبرت الثقافة الجزائرية ذلك استخفافاً بالتشريعات المعمول بها في تنظيم نشاطات فنية وثقافية للأجانب رغم إحاطته بالإجراءات القانونية خلال تبادل رسائل بين الوزارة والسفارة الفرنسية بالجزائر. ونفت الوزارة في بيان لها منع ديودوني من دخول الجزائر بسبب مواقف سياسية مناهضة لتوجهات سياسة الجزائر الخارجية، وخاصة ما تعلق منها بالقضية الصحراوية التي تُناصرها الدولة الجزائرية ودعمه (الفنان الفرنسي) للموقف المغربي من النزاع حول الصحراء الغربية. وأبدت وزارة الثقافة "استغرابها ودهشتها لإعلان بيع تذاكر العرض دون ذكر أي هيئة جزائرية يكون قد تعامل معها الفنان، وكذا مواصلته إبلاغ الجمهور الجزائري بقدمه للجزائر دون احترامه للقانون، معتمداً أسلوب التأثير الإعلامي"، وفق ما نقله مراسل شمس أف أم جلال مناد.

إيطاليا تعتقل سبعة تونسيين ضمن شبكة تهريب مهاجرين



10-04-2018



mosaiquefm

قال قضاة تحقيقات اليوم الثلاثاء إن إيطاليا كشفت شبكة إجرامية تُهرب المهاجرين من تونس إلى صقلية على زوارق سريعة بعد أقل من عام من القضاء على شبكة تهريب أخرى. وأوضحت نسخة من وثيقة أن الادعاء في "باليرمو" أصدر أوامر اعتقال بحق 13 شخصا بينهم سبعة تونسيين وخمسة مغاربة وإيطالية للاشتباه في تهريبهم البشر والسجائر. وأوضح اعتراض مكالمات هاتفية أن المهاجرين دفعوا ما بين ثلاثة آلاف وخمسة آلاف يورو (ما بين 3700 و6160 دولارا) للقيام بالرحلة بالزوارق السريعة التي نقلتهم خلسة إلى إيطاليا في غضون ساعات قليلة مما سمح لهم بتفادي نقلهم إلى مراكز اللاجئين وأخذ بصماتهم. وقال فرانتشيسكو لوفوي رئيس الادعاء في باليرمو "لا يمكن استبعاد أن يكون أشخاص خطيرون استغلوا هذا النظام رغم أنه ليس لدينا أي معلومات محددة بخصوص هذا الأمر". وقال الادعاء في بيان إنه في إحدى المكالمات التي جرى اعتراضها سُمع رجل يقول لمنظم عملية عبور المهاجرين إنه يعتزم السفر إلى فرنسا لتنفيذ "عمل خطير قد لا يعود منه". ووصل أكثر من 600 ألف مهاجر إلى إيطاليا منذ عام 2014 ولكن معظمهم دفع مبالغ أقل لمهربين

متمركزين في ليبيا (عادة بين 800 و1300 دولار) للصعود على متن قوارب مكدسة وغير صالحة للملاحة في رحلة كثيرا ما تنتهي بمأساة. وقالت المنظمة الدولية للهجرة إن تقديرات تشير إلى وفاة 521 مهاجرا هذا العام أثناء محاولتهم الوصول إلى إيطاليا في حين وصل نحو 6894 مهاجرا إلى هناك بأمان وتم تسجيلهم في نظام الهجرة الرسمي في إيطاليا.

Le 09-04-2018

<http://adlittn.org/fr>

Sources	Articles
 Business News .com.tn 09-04-2018 businessnews	<p>Position du ministère des Affaires religieuses sur l'égalité dans l'héritage</p> <p>Interrogé sur la position de son ministère sur l'égalité dans l'héritage, le ministre des Affaires religieuses Ahmed Adhoum a affirmé qu'il n'y avait pas d'autre avis que celui des gouvernants en place. «Je le dis et je le répète, le ministère des Affaires religieuses fait partie de l'Etat et du gouvernement d'union nationale. Aujourd'hui, le ministère ne peut pas défendre son propre avis», a-t-il martelé dans une déclaration à Shems Fm ce lundi 9 avril 2018. Vendredi dernier, le président de la République Béji Caïd Essebsi avait affirmé «dans un avenir qui n'est pas loin, la femme pourra bénéficier de l'égalité dans l'héritage».</p>
 RÉALITÉS 09-04-2018 B.H realites	<p>Foire Internationale du Livre: « un livre daechien à l'honneur »</p> <p>« Allahoma Orzokni Al Chahada » (« Dieu donne moi la chance d'être martyr«). C'est le titre d'un ouvrage syrien, exposé dans le stand de la Syrie dans le cadre de la 34ème édition de la foire internationale du Livre qui fait scandale. En effet, c'est l'un des visiteurs de la Foire qui s'est rendu compte de la présence de ce livre dans le parc des expositions. Dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, le visiteur a expliqué que mis à part, le titre scandaleux et l'illustration de la page de garde du livre qui montre un jeune enfant hissant le drapeau de l'organisation terroriste l'Etat Islamique, le contenu du livre est plus que scandaleux. En effet, il s'agit d'un livre takfiriste destiné aux mineurs les incitant à la haine et au meurtre. Il relate des scènes parlant du Djihad, du Nikah, de l'entraînement militaire...</p> <p>De son côté, intervenant dans les médias, le directeur de la 34ème session de la foire internationale du livre, Chokri Mabkhout a indiqué que plusieurs visiteurs de la foire se sont rendus compte de la présence de ce livre. Il a dans ce contexte indiqué que le livre a été immédiatement retiré du stand en attendant les mesures à prendre à l'encontre de la maison d'édition. En effet, cette dernière a veillé à ne pas envoyer le titre de ce roman dans sa liste définitive des livres participants à la foire.</p>

Affaire katibat alForqane: Une peine capitale et 14 peines à perpétuité

La cinquième chambre criminelle du Tribunal de première instance de Tunis, spécialisée dans les affaires de terrorisme a prononcé, samedi, à l'aube, une peine capitale et quatorze peines d'emprisonnement à perpétuité dans cinq procès impliquant la katiba al-Forqane dans la tentative d'assassinat du député, Ridha Charfeddine, la tentative du meurtre du sécuritaire Jamel Bouraoui ainsi que le meurtre du sécuritaire Ezzedine Haj Nasr. Les autres jugements rendus varient entre le non-lieu et une condamnation à 35 ans de prison, a indiqué Sofiene Selliti, porte-parole du Tribunal de première instance de Tunis.

Dans une déclaration à l'agence TAP, Selliti a indiqué que dans le premier procès sur la tentative d'assassinat du député de Nidaa Tounes, Ridha Charfeddine, le 8 octobre 2015 à Sousse impliquant six accusés en état d'arrestation, chacun des accusés a écopé d'une peine de réclusion à perpétuité. Le septième accusé en fuite a été condamné, quant à lui, à une double peine d'emprisonnement à perpétuité et à 20 ans de prison pour tentative de meurtre, complot contre la sécurité de l'Etat et plusieurs autres crimes terroristes.

Concernant la deuxième affaire impliquant deux membres de la katiba accusés de tentative de meurtre contre le sécuritaire Jamel Bouraoui le 25 juillet 2015 sur la route périphérique de Sousse, la chambre a prononcé à leur encontre une peine de réclusion à perpétuité chacun. Les deux accusés sont également impliqués dans la tentative d'assassinat du député Ridha Charfeddine, selon Selliti.

Pour ce qui concerne la troisième affaire portant sur le meurtre du sécuritaire, Ezzedine Haj Nasr, le 19 août 2015 au croisement de la cité Ezzouhour, route de Sousse et impliquant quatre accusés en état d'arrestation, dont deux frères, les verdicts prononcés sont les suivants: condamnation à la peine capitale et à perpétuité du principal accusé pour son implication dans une affaire de meurtre, de complot contre la sécurité de l'Etat et de plusieurs crimes terroristes. Deux peines d'emprisonnement à perpétuité ont été prononcées contre le deuxième accusé et 35 ans d'emprisonnement pour le troisième accusé. Le quatrième, frère du principal accusé a bénéficié d'un non-lieu mais a été condamné à perpétuité dans une autre affaire.

La cinquième chambre criminelle du Tribunal de première instance de Tunis s'est également prononcée sur deux autres affaires terroristes concernant la katiba al-Forqane, et ce après la jonction de trois affaires la concernant. Dans la première affaire impliquant 14 accusés dont deux frères, une femme et un sécuritaire, les jugements rendus varient entre une peine d'emprisonnement à perpétuité et une condamnation à trois ans de prison.

Dans la deuxième affaire, des jugements ont été rendus à l'encontre de 11 accusés en état d'arrestation qui ont été condamnés à des peines allant de deux peines d'emprisonnement à perpétuité à deux ans de prison.

La katiba al-Forqane a été démantelée en novembre 2015. Selon le ministère de l'Intérieur la cellule de commandement de la katiba se trouve en Libye et est liée au groupe Daech. Elle planifiait des attaques contre des institutions sécuritaires et des établissements touristiques ainsi que l'assassinat de personnalités politiques, médiatiques et culturelles nationales. Le ministère de l'Intérieur avait annoncé, dans différents communiqués, la découverte de trois dépôts d'armes et de munitions dans les gouvernorats de Sousse et de Médenine appartenant à la Katiba "Al-Forqane" et l'arrestation d'éléments takfiristes recherchés, membres de cette Katiba.



08-04-2018

shemsfm

Le taux de don de sang volontaire en Tunisie dépasse les espérances

“Le taux de don de sang volontaire en Tunisie est encore en deçà des espérances”, a souligné dimanche Imed Hammami, ministre de la santé lors d’une manifestation organisée par le centre national de transfusion sanguine à Tunis à l’occasion de la journée nationale de don de sang célébrée le 08 avril de chaque année. Dans ce contexte, le ministre a mis l’accent sur l’importance d’encourager les gens à faire don de leur sang pour garantir un stock suffisant utilisable en cas de besoin. “Aujourd’hui nous avons une autosuffisance en sang bien que la majorité des donateurs le font pour sauver la vie d’un proche mais il faut bien que cette opération soit plus régulière et volontaire pour éviter les éventuelles complications en cas de manque de stock”, a-t-il ajouté. De son côté, le directeur général du centre national de transfusion sanguine Hmida Slama a indiqué dans une déclaration à l’agence TAP que le Tunisie a enregistré environ 228 mille dons de sang en 2017. “D’après les normes de l’organisation mondiale de la santé, ce bilan est acceptable mais le développement de la médecine en Tunisie nécessite plus de dons vu l’augmentation du nombre des interventions chirurgicales qui nécessitent une transfusion sanguine comme la transplantation de foie ou de moelle épinière”, a-t-il expliqué. L’intervenant a aussi précisé que le centre distribue quotidiennement entre 220 et 280 poches de globules rouges et en cas d’enregistrement de moins de 300 opérations de don par jour, on a recours au stock du centre.

مقالات باللغة العربية

بعد اتهامه بأعمال شغب: المحكمة الإدارية تنصف الناشط رفيق بن الكيلاني

بعد سبع سنوات من التقاضي والنضال من أجل إعادة الاعتبار له كأحد أهم الناشطين الذين أسسوا لاعتصامي القصبية وساهموا في اتفاق القصبية 2 الذي تولى بمقتضاه في مارس 2011 الأستاذ الباجي قايد السبسي رئاسة الحكومة الانتقالية، أنصفت المحكمة الإدارية مؤخرا الناشط رفيق نور بن الكيلاني بأن ألزمت محكمة الاستئناف بتونس من شهادة في العفو العام بمقتضى الامر الرئاسي لسنة 2012 و الذي يمكن الناشطين الذين تعلقت بهم أحكام لها علاقة بالاحداث التي وقعت إبان الثورة. يذكر أن رفيق بن الكيلاني تعلق به حكم بالسجن لمدة 6 سنوات بعد أن وقع اتهامه بأعمال شغب أثناء هيجان.



09-04-2018

alchourouk



09-04-2018

shemsfm

الجمارك السعودية توضح سبب إجبار المعتمرين على سكب مياه زمزم

أكدت الجمارك السعودية أن الأنظمة لا تسمح بأكثر من عبوة واحدة من مياه زمزم للمسافر الواحد، وأن يكون مصدرها "مشروع الملك عبدالله لسقيا زمزم". وقالت الجمارك، اليوم الاثنين، في بيان لها: "نود أن نوضح أن الأنظمة لا تسمح للمسافر الواحد بإخراج أكثر من عبوة واحدة من مياه زمزم إلى خارج المملكة، على أن يكون مصدرها مشروع الملك عبد الله لسقيا زمزم فقط دون غيره من المصادر المجهولة". وأوضحت أن هذا الإجراء يأتي: "ضمانا لعدم المتاجرة وذلك بجلب مياه عادية أو ملوثة وبيعها على أنها مياه زمزم، وقد تم اكتشاف الكثير من هذه الحالات عند معاينتها والتأكد منها قبل خروجها من المملكة". وأضافت: "كما توضح الجمارك السعودية أن هذا التنظيم معمول به في جميع المنافذ الجمركية البرية والجوية والبحرية منذ 6 سنوات، والجمارك تؤكد على جميع القادمين إلى المملكة بقصد العمرة والحج عدم حمل عبوات مياه زمزم تتجاوز العدد المسموح به لكل مسافر عند مغادرتهم وذلك بهدف توعيتهم بالإجراءات النظامية حيال ذلك قبل وصولهم للمنفذ الجمركي". وفي وقت سابق، تداول ناشطون على مواقع التواصل الاجتماعي فيديو لمعتمرين أردنيين في منطقة "حالة عمار" على الحدود الأردنية السعودية يسكبون أرضا مياه زمزم كانوا حملوها معهم من الديار المقدسة. كما أظهر الفيديو امتعاض المعتمرين وعدم السماح لهم بعبور الحدود وإكمال إجراءات المغادرة إلا بعد التخلص من عبوات مياه زمزم.



09-04-2018

mosaiquefm

المفوضية السامية تقبل شكوى العجيلي ضد الحكومة والقضاء العسكري

علمنا أنّ المفوضية السامية لحقوق الإنسان بجينيف قررت مؤخرًا قبول الشكوى التي تقدمت بها هيئة الدفاع عن صابر العجيلي المدير السابق للوحدة الوطنية للأبحاث في القضايا الإرهابية ضد الحكومة التونسية وإدارة القضاء العسكري وقاضي التحقيق الأول بالمحكمة العسكرية الدائمة بتونس. وقال الأستاذ كمال بوجاه محامي صابر العجيلي، إنّه من المنتظر أن يتم خلال الأيام القادمة توجيه العريضة إلى الحكومة التونسية للجواب عن الخروقات المنسوبة إليها وإلى المؤسسة القضاء العسكري.